

PORTRAIT Candidat au Conseil d'Etat valaisan, il souhaite rassembler.

Bornet, ce candidat hors bornes

PIERRE-ANDRÉ SIEBER

Il ne nous recevra pas dans son bureau de Sion en costume-cravate, mais chez lui à Basse-Nendaz (VS) en jean décontracté et chemise à manches retroussées. Jean-Marie Bornet (50 ans), alias «Jim», chef de l'information de la Police cantonale, est en campagne. Sous la toute nouvelle bannière du Rassemblement citoyen Valais (RCV) qu'il a lui-même fondé, il brigue un siège au Conseil d'Etat.

Au bénéfice d'un congé de trois mois, il n'a plus les clés de son bureau. Une mesure qu'il n'apprécie guère. «Je constate qu'un autre candidat, le chef de service de la formation, le radical Claude Pottier, est en congé sabbatique mais a pu les garder!», relève-t-il. «Et nous avons le même patron.»

Nous sommes en Valais. Du salon, le visiteur distingue par la baie vitrée les Alpes enneigées et la ville de Sion. Sur le balcon, une lunette d'approche dotée d'un trépied servant à l'observation du gibier lui permettrait presque de voir son patron, l'UDC Oskar Freysinger, chef du Département de la formation et de la sécurité (DFS), lorsqu'il se rend au travail.

Campagne tendue

Ces temps, le ton des missives échangées entre eux est plutôt tendu. Le clash a éclaté après la Foire du Valais en octobre dernier. Annonçant ses intentions politiques lors d'une interview, Jean-Marie Bornet a critiqué le

Désireux de faire plus que de la figuration dans la course au Conseil d'Etat, Jean-Marie Bornet fait feu de tout bois dans son repaire de Basse-Nendaz. PIERRE-ANDRÉ SIEBER



Conseil d'Etat en place pour sa mauvaise gouvernance.

Alors que Vasco, le chien de chasse, s'invite dans le salon sous les regards vifs de Barack, le chat noir de la maison, «Jim» Bornet reçoit un coup de fil sur l'un de ses deux natels. «C'est un déçu de l'UDC qui souhaite faire partie du RCV», commente-t-il en raccrochant. Et d'ajouter: «Je suis le seul à avoir reçu du Conseil d'Etat la notification d'un avis de droit résolvant les dispositions qu'un employé

d'Etat doit respecter en matière de devoir de réserve. Pourtant, comme Oskar Freysinger l'a dit à la RTS, je n'ai jamais déclaré que le Valais était pourri de Gletsch à Saint-Gingolph. C'est faux!»

Les rappels à l'ordre du candidat Bornet sont-ils un avertissement sans frais à celui qui veut secouer l'establishment? «En Valais, la critique passe mal. Un jour, le président local d'un parti m'a dit: ne dis rien de mal de ce conseiller d'Etat ou alors tu ne seras pas élu...»

Une chose est sûre, la campagne aurait pu mieux commencer pour «Jim» Bornet. L'homme est sous le coup d'une enquête pour abus d'autorité et instigation à faux témoignage. C'est délicat, car l'affaire concerne son fils qui a tiré avec une arme lui appartenant à la suite d'un dépit amoureux.

Selon l'enquête en cours, Jean-Marie Bornet est intervenu. Il a notamment fait signer au rival de son fils un document assurant

BIO EXPRESS

1966 Naissance de Jean-Marie Bornet, fils de Bernard Bornet, conseiller d'Etat démocrate-chrétien.

1985 Ecole de recrues puis paiera ses galons pour devenir officier supérieur après 1500 jours d'armée.

1989 Effectue son école d'aspirant de la Police cantonale valaisanne avec les Hauts-Valaisans. Il obtient ensuite une demi-licence en droit à l'Université de Genève.

2004 Nommé officier d'état-major, chef info et prévention de la Police cantonale

que les choses en resteraient là. «J'attends d'être totalement blanchi», assure-t-il. «Je vais aussi déposer plusieurs plaintes, dont une pour violation du secret de fonction. Qui a informé la presse que mon fils était pris dans cette affaire?»

Le natel sonne à nouveau. Cette fois, il s'agit d'une candidature au Grand Conseil que le RCV convoite aussi. Depuis le 21 décembre, date du lancement officiel, combien sont-ils à avoir adhéré à cette nouvelle formation? «Entre 200 et 250 personnes ont annoncé leur intérêt», assure Jean-Marie Bornet.

indispensables comme l'accueil de la petite enfance», note le candidat du RCV. «Nous voulons réinventer la politique, et les médias doivent aussi repenser la façon de la traiter. Nous ne sommes plus dans l'opposition gauche-droite. Nous sommes dans l'ère de la transversalité.» Un autre thème du RCV est la prévention des séismes. En Valais, un gros tremblement de terre pourrait causer entre 500 et 1000 morts et détruire ou endommager 60% du bâti.

Chemin semé d'embûches

Même sans séisme, le chemin du RCV s'annonce semé d'embûches. Oskar Freysinger a prêté un échec et rappelé que lui-même avait mis 17 ans pour toucher au but. Le candidat Bornet n'en a cure et parcourt des dizaines de kilomètres pour faire valider chacune des 100 signatures nécessaires à sa candidature.

Selon la procédure valaisanne, il doit en effet obtenir le sceau de chaque administration communale des gens qui ont signé... Un calvaire. Cet ancien lieutenant-colonel à l'armée des fusiliers de montagne, vainqueur par deux fois de la «petite» Patrouille des glaciers et chasseur passionné, a de l'endurance. «Je n'assiste pas, comme certains, à tous les enterrements pour gagner des voix», ironise-t-il. Il a encore le temps de rassembler avant le premier tour prévu le 5 mars.

Il y a aussi ces cafés-citoyens où il entend gagner des sympathisants, ou encore les réseaux sociaux dont il a assuré le déploiement à la police cantonale. «Contrairement à d'autres, ma présence sur Facebook ne date pas du début de la campagne. Je suis crédible.»

«Nous sommes dans l'ère de la transversalité.»

JEAN-MARIE BORNET
CANDIDAT AU CONSEIL D'ÉTAT VALAISAN

Les priorités sur le plan politique? «Rétablir la confiance dans les autorités et dénormer l'Etat sans mettre en péril les lois utiles», répond le mentor du RCV. «Chaque fois que l'on promulgue une loi, il faut bien réfléchir car sa mise en œuvre requiert du personnel et représente des coûts parfois très importants.» Et de vendre des thèmes très concrets mais pas surprenants, comme la lutte contre le hooliganisme qui coûte 7 millions de francs par an à l'Etat et les places de crèches. Un coup à droite, un coup à gauche? «Ce n'est pas être de droite que de défendre davantage de sécurité ou de gauche quand il s'agit de structures

«Je ne le fais pas pour moi, mais pour le canton»

L'élection au Conseil d'Etat valaisan tourne au combat de reines où se sont invités des poids lourds, comme les deux anciens ténors du Conseil national Christophe Darbellay (PDC) et Stéphane Rossini (PS).

Il y a aussi les coups dont le Valais a le secret: l'alliance «contre-nature» de Nicolas Voide qui pactise avec l'UDC pour barrer la route à Christophe Darbellay, issu du même parti et du même district que lui.

Un stratagème qu'on dit télévisé par le conseiller d'Etat Maurice Tornay, celui que Christophe Darbellay a contraint à dégager de sa route... «Je dis même pas peur», et j'entends passer le premier tour», réplique Jean-Marie Bornet. «Je ne vois pas pourquoi Darbel-

lay et Rossini devraient siéger au Conseil d'Etat parce qu'ils ont été conseillers nationaux. Les Valaisans que j'ai rencontrés attendent du nouveau. Ils en ont marre des combines et de l'affairisme. N'oublions pas le score lors de la précédente élection d'Oskar Freysinger, porté par le ras-le-bol des partis en place! Et la déception est encore plus grande au terme de cette législation, vu le nombre d'affaires.»

Et de pointer de son balcon la vallée du Rhône que traverse l'autoroute A9. «Il a fallu 17 ans pour que l'autoroute arrive jusqu'à Sierre, alors que mon père, Bernard Bornet, était patron des Travaux publics», relève-t-il. «Mais après, en bientôt 20 ans, seul un tronçon de 7,5 km entre Gampel et Loèche

a été terminé. Tout ceci parce que le Conseil d'Etat n'a pas exploité à temps une autorisation de traverser le bois de Finges. Cela pénalise le Haut-Valais!» Il poursuit avec ces 600 à 800 passages pour piétons que le Conseil d'Etat a supprimés, décision que Jean-Marie Bornet a combattue. Le Grand Conseil a fini par désavouer l'exécutif. «Cela m'a valu de l'inimitié parmi le Conseil d'Etat.»

Y a-t-il tout de même des politiciens qu'il admire, hormis son père? Adolf Ogi, pour son engagement en faveur du Lötschberg. Pascal Corminboeuf, pour son courage et Winston Churchill, pour sa maîtrise de l'information. ●

DÉDOMMAGEMENT

Moritz Leuenberger en froid avec Easyjet

Son passé en tant que ministre des transports n'a pas épargné à Moritz Leuenberger un conflit avec la compagnie Easyjet. Après l'annulation de son vol en été, l'ancien conseiller fédéral attend toujours un dédommagement de 250 euros (268 francs au cours actuel). Il n'a toujours pas reçu l'argent promis par l'entreprise dans une lettre écrite. «On a l'impression qu'on se moque de nous», a-t-il dit à l'«Aargauer Zeitung». En juillet 2016, Moritz Leuenberger était resté bloqué à Toulouse, lorsque son vol pour Bâle a été annulé. ● ATS

STATISTIQUES

Les jeunes moins attirés par la télévision

Les habitudes télévisuelles continuent leur mue. Deux personnes sur trois regardent chaque jour la télévision linéaire. Mais l'utilisation de la TV en différé gagne du terrain. Les jeunes entre 15 et 29 ans ne passent pas plus d'une heure à la suite devant le petit écran, mais ils l'allument de moins en moins. Les jeunes Suisses alémaniques passent en moyenne 57 minutes devant la télé, soit neuf minutes de moins que durant la même période une année auparavant. Les chiffres proviennent d'une étude de Mediapulse, publiée hier. ● ATS

BERNE

Tibétains autorisés à manifester dimanche

Les Tibétains en exil sont autorisés à manifester le jour de la visite d'Etat du président chinois à Berne. Leur action se déroulera toutefois dimanche, avant l'arrivée de Xi Jinping et à quelque 100 mètres du Palais fédéral. Les Tibétains en exil et leurs sympathisants manifesteront dimanche matin de 10h à 12h au bas de la Waisenhausplatz. Le conseil municipal de Berne s'est entretenu de «manière constructive» avec leurs représentants et trouvé ce compromis, a indiqué la Direction de la sécurité de la ville de Berne. ● ATS

CONTREBANDE

Soixante-huit tonnes de viande importées illégalement en Suisse pendant 15 ans



DAVID MARCHON

Un Capverdien de 41 ans domicilié en France voisine a été arrêté pour un trafic de viande d'envergure. En près de quinze ans, il a importé illégalement en Suisse 68 tonnes de marchandises destinées à des clients privés dans toute la Suisse romande. Dix-huit tonnes de viande de bœuf, onze tonnes de porc, 27 tonnes d'agneau et douze de poulet: tel est le bilan des importations illégales effectuées par le contrebandier.

L'Administration fédérale des douanes (AFD) a mis fin à ses agissements l'automne dernier, a annoncé cette dernière hier dans un communiqué. Le trafiquant a été repéré en août 2016 à la douane de Morgins (VS). Il venait d'introduire sur le territoire helvétique près de 80 kilos de viande de bœuf sans avoir effectué de formalité douanière. Le contrebandier devra payer les redevances douanières fraudées qui se montent à un million de francs environ. ● ATS

VALAIS

Pédophile présumé interpellé

Une fillette de 7 ans a été abusée sexuellement à proximité de son domicile à Riddes (VS) en décembre 2016. Le pédophile présumé a été arrêté par la police samedi dernier, dans le Valais central. La fillette a été accostée par un inconnu le 27 décembre en début de soirée. Il l'a conduite dans un lieu isolé et lui a fait subir «divers sévices d'ordre sexuel avant de lui rendre sa liberté», a indiqué la police cantonale valaisanne hier. Après d'intenses recherches, les forces de l'ordre ont interpellé et placé en détention provisoire un Macédonien de 37 ans. ● ATS